

EN PAYS CONQUIS

La N-VA, qui n'était pas faite pour ça, a pris ses aises pour diriger cette Belgique qu'elle n'aime pas : surtout face au CD&V, un peu face au MR et à l'Open VLD, c'est presque toujours elle qui a le dernier mot...

PAR NICOLAS DE DECKER

Ce n'est pas une mainmise. Mais c'est tout de même toujours elle qui gagne à la fin. Si elle gagne toujours, c'est parce qu'elle ne renonce jamais qu'un peu pour pouvoir empocher beaucoup : la N-VA de Bart De Wever est entrée dans le gouvernement fédéral comme elle l'a voulu, soit comme le plus grand parti d'une coalition qui ne voudrait pas la diriger, et comme un parti séparatiste qui ne demanderait pas de réforme de l'Etat. Depuis, la N-VA est à la fois la base et le pivot de cette inédite quadripartite. Ce gouvernement est cohérent, plus que les précédents, et la N-VA fait des compromis, bien plus qu'elle l'avait annoncé.

Mais lorsque ça chauffe, elle s'y retrouve toujours ou presque à trois contre un. A trois Flamands contre un francophone lorsque, par exemple, le sort du bourgmestre MR de Linkebeek, Damien Thiéry, est scellé, ou lorsqu'il faut soutenir la ministre de la Santé pour qu'elle ne cède pas un numéro Inami de plus aux carabins francophones. A trois droitières contre un centriste lorsque, par exemple, il s'agit d'empêcher l'Union européenne de taxer les transactions financières, ou lorsqu'il ne faut pas demander des multinationales qu'elles remboursent des avantages indus offerts par le fisc belge.

En bref, la N-VA est bien à son aise dans cette coalition fédérale. Et ceux qui y encaissent le plus sont ceux qui ne sont pas flamands ou pas trop de droite. Ou pas trop anversoises. Car la N-VA tient aussi

Anvers et la ministre-présidence flamande. Ça l'aide beaucoup.

En long et en large donc, la N-VA et son président, bourgmestre d'Anvers, sont plus qu'à leur aise dans ce royaume qui n'est pas le leur.

Ils y trônent.

Même si l'étoile du président pâlit un peu, au nord de la monarchie belge.

Même s'il est moins écouté, moins respecté, moins craint.

Et même si la N-VA sera face à ses contradictions en 2019.

Pas celles que lui imposeraient ses adversaires, toutefois. Rien que les siennes. Soit celles d'un plus grand parti d'une coalition qu'il ne voudrait toujours pas diriger, et surtout comme un parti séparatiste qui ne demanderait toujours pas de réforme de l'Etat.

Mais en attendant 2019, voyons un peu comment les nationalistes flamands gagnent si souvent depuis 2014.

Pas touche à la sécu ?

Mars 2015, Olivier Chastel tape fort. « Pas question de toucher à la sécu ! » dit-il à nos confrères du *Soir*. Depuis qu'Olivier Chastel a pris les clés du bureau présidentiel de Charles Michel au MR, le Carolorégien doit en remonter à son homologue anversoise, Bart De Wever. Il qualifiera plus tard les déclarations de De Wever sur l'immigration et sur les réfugiés de « délire » et « d'aboiements », mais c'est une autre histoire. A ce moment-là, on ajuste le budget 2015 de l'Etat fédéral, et le président réformateur est sur la même ligne que le vice-Premier CD&V, Kris Peeters, et même que la ministre de la Santé Open VLD, Maggie

De Block, contre la N-VA : il lui répond là au détour d'un énième ajustement budgétaire et à l'énième réclamation du président nationaliste d'énihèmes économies dans la sécurité sociale. Quatre mois plus tard, le gouvernement fédéral boucle un tax-shift en même temps qu'un budget 2016. Ils se financent avec des « effets retours » et, surtout, des économies programmées. Dont 1,7 milliard d'ici à 2020, selon les estimations de l'opposition socialiste. Dans la sécurité sociale. Chien qui aboie ne meurt pas.

Pas touche à l'Isoc ?

« Certains rêvent qu'ils vont réécrire l'accord de gouvernement. Je dis qu'on ne le réécrira pas », ajoutait encore Olivier Chastel en ce printemps 2015. Le CD&V, tout aussi cabré sur ce pacte d'alliance, ne veut pas d'une réforme de l'impôt des sociétés. Le MR non plus. Estimée alors trop coûteuse, elle ne figure pas dans l'accord de gouvernement. Mais, en janvier 2016, le ministre N-VA des Finances, Johan Van Overtveldt, se pique de le réécrire. Il lance l'idée d'une réforme de l'Isoc, baissé à quelque 20 % contre la suppression de certaines niches. « C'est ce que j'aime chez lui : parfois, il réfléchit tout haut », explique aujourd'hui le député libéral Benoît Piedboeuf. Mais alors, la ministre MR du Budget, Sophie Wilmès, rabroue son audacieux collègue. Le CD&V encore davantage. Et puis, au début de l'été, le gouvernement Michel part en vacances sur la promesse d'adopter 25 mesures phares pour 2017. La troi-

sième, ben tiens, c'est une réforme de l'Isoc. De toutes les formules testées, celle que promeut Johan Van Overtveldt est la plus coûteuse. « Ce n'est encore qu'un projet, poussé par le contexte international, et la N-VA va probablement devoir bouger sur son intransigeance à préserver les avantages fiscaux pour les voitures de société », dit encore, quand même, Benoît Piedboeuf.

Pas touche aux duty-free ?

Les attentats du 22 mars à Zaventem sont encore dans toutes les mémoires. Johan Van Overtveldt a une idée pour soutenir les commerçants des aéroports du pays : il baisse cet été de 125 à 50 euros le seuil des achats exonérés d'impôts pour les voyageurs en transit en Belgique. La ministre du Budget s'y oppose. L'Open VLD aussi. Le Conseil d'Etat déconseille. Van Overtveldt n'écoute pas. Il abaisse. En reparlera-t-on à la rentrée ? La ministre du Budget l'a annoncé, sur le moment. Mais ça ne coûte qu'un petit million d'euros. On l'oubliera vite.

Patriot, patriote à demi

Entre Bart De Wever, qui réclame à chaque attentat un « Patriot Act » à la belge, et Charles Michel, qui proclame qu'il n'y aura pas de Guantanamo en Belgique, qui l'emporte ? Personne, et d'autant moins que les deux ne parlent pas vraiment de la même chose. Mais si aucun prisonnier n'a encore chez nous de tenue orange, les jaune et noir en imposent en matière de loi et d'ordre. Et

les bleus suivent. A peine la conférence de presse annonçant les 25 mesures phares terminée, Bart « W » De Wever remet sa revendication à l'agenda médiatique. Et le ministre de l'Intérieur N-VA, qui ne l'a pas évoquée dans les 25 engagements du fédéral, les met à l'agenda du gouvernement. La rentrée de Charles Michel, du coup, sera sécuritaire. Il répète qu'il veut laisser Guantanamo à la mer des Caraïbes. Et, suivant la ligne « la peur est mauvaise conseillère » du CD&V, annonce que son gouvernement ne prendra pas de nouvelles mesures. Et puis, il en annonce quand même au moins deux, sur les caméras de surveillance et sur les sociétés de gardiennage. Respectivement la trente et unième et trente-deuxième en ces matières depuis les premiers attentats de Paris, en janvier 2015. En attendant les prochaines.

« Nettoyer le bazar »

Jeudi 24 mars. Après Zaventem, après Maelbeek, la Belgique est en deuil. Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, annonce avoir voulu démissionner. Sollicités de toutes parts, celui de la Justice, Koen Geens, admet sans beaucoup de conviction l'avoir voulu lui aussi, et le Premier ministre, Charles Michel, avoir refusé les deux départs. La vérité, c'est que si Jambon partait, Geens devait le suivre. L'initiative du premier a mis le second dans l'embarras, sa communication encore plus. Charles Michel, lui, a freiné. Mais deux jours plus tard, à *L'Echo*, Bart De Wever explique comment tout s'est décidé,

selon lui. Mais vraiment selon lui : « Quitter son poste maintenant, ce serait totalement irresponsable. C'est ce que j'ai dit à Jan, pendant la nuit, à une heure du matin. [...] J'ai dit à Jan : "Tu restes et tu dois maintenant prendre cela comme une mission sacrée de nettoyer tout ce bazar. On va nettoyer tout ce bazar". » Personne, ni au MR, ni au 16, ni au CD&V, n'a contesté la thèse du séparatiste tendance Patriot.

Défense nationaliste

L'armée belge-belgische leger, justement, est une institution chère au cœur des patriotes non séparatistes. Or, son ministre, Steven Vandeput, est aujourd'hui N-VA. Et il siège dans une coalition dont le partenaire francophone, le MR, avait naguère pesté contre la dominante néerlandophone chez les ténors de la Grande Muette. « Aujourd'hui, ce n'est pas résolu, mais ça s'est un peu rééquilibré, et d'ailleurs le Vlaams Belang asticote Vandeput là-dessus », dit le député MR Jean-Jacques Flahaux. « Je ne suis pas à sa place, mais le "nationale" de "Défense nationale" a de quoi le tur-lupiner, et il est d'une loyauté absolue. La preuve : on va réinvestir comme rarement », renchérit Richard Miller. N'empêche : « Les parlementaires MR qui ont une base militaire dans leur circonscription sont mal : le plan stratégique présenté par Vandeput fait la part belle aux implantations flamandes, et en particulier limbourgeoises... », souffle un de leurs collègues libéraux francophones.

Climat de confiance

A l'automne 2015, les ministres fédérale,

wallon, bruxelloise et flamande s'accordent enfin sur le *burden sharing*, la répartition des efforts à accomplir en matière d'énergie renouvelable. Mais Geert Bourgeois, ministre-président flamand N-VA, désavoue sa collègue CD&V de l'Environnement. Qui repart, penaude, négocier. Un nouvel accord ? Bourgeois le refuse encore : trop coûteux pour la Flandre. Les négociations se terminent au moment où Charles Michel prend la parole à la COP21 à Paris, ouf ! Le promis est-il moins lourd pour le Nord ? Non. Mais Bourgeois a obtenu de ses partenaires Open VLD et, surtout, CD&V la construction du gigantesque centre commercial Uplace, à Machelen. D'accord pour sauver la planète, quoi. Mais à condition que la Flandre y gagne. A toujours jouer à trois contre un, la N-VA domine ainsi aujourd'hui dans un gouvernement à quatre et dans un pays à trois Régions. La Belgique en a au moins la preuve par sept. ♦